



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Vendredi 1^{er} août.

Attaques sur le lac Tanganyika: le Burundi accuse la RDC de manque de collaboration. Le Burundi accuse la RDC de manque de collaboration dans la traque des bandits armés en tenues militaires congolaises qui volent et tuent dans le lac Tanganyika. D'après les autorités burundaises, cette situation pourrait dégénérer en piraterie pouvant toucher les marchandises en provenance de la Tanzanie et de la Zambie. Le Burundi souhaite que cette question soit résolue par voie diplomatique.

RDC : le lait maternel constitue le premier vaccin pour l'enfant, selon des spécialistes. Le colostrum-le premier lait jaunâtre que la mère donne son enfant à l'accouchement-est très riche en protéine et en anticorps. Le directeur du programme national de nutrition, Dr Jean-Pierre Banéa, l'a affirmé jeudi 31 juillet à l'occasion de la célébration de la semaine maternelle qui débute le 1er août. Selon lui, le colostrum constitue un premier vaccin pour l'enfant qui vient de naître. Le Dr Jean-Pierre Banéa ajoute que des études révèlent que la mise au sein précoce de l'enfant stimule aussi la sécrétion du lait chez la maman. Au sujet de l'allaitement maternel, l'OMS recommande que les nouveaux nés soient mis au sein dans la première heure qui suit l'accouchement. **Le taux de mortalité infantile réduit de 13% suite à l'allaitement maternel.** L'allaitement maternel exclusif est l'intervention la plus efficace dans le cadre de la réduction de la mortalité infantile, a affirmé vendredi 1er août le ministre de la santé publique, Félix Kabange Numbi. Dans son message à l'occasion de la célébration de la semaine mondiale de l'allaitement maternel, il a déclaré cette pratique a réduit de 13% le taux de mortalité infantile en 12 ans en RDC. (Radio Okapi)

Katanga : les élèves présumés auteurs de l'incendie des écoles arrêtés à Kolwezi. Quelques élèves, recalés à l'examen d'Etat et soupçonnés d'être à la base de l'incendie des écoles ont été arrêtés jeudi 31 juillet à Kolwezi (Katanga). Le chef de division de la province éducationnelle Katanga 1, Benjamin Kasonde, l'a annoncé le même jour à Radio Okapi.

Sommet Etats-Unis-Afrique: la société civile africaine plaide pour une transparence extractive. Les leaders de la société civile africaine regroupés au sein la coalition « Publiez ce que vous payez » demande au président des Etats-Unis, Barack Obama, de s'engager à renforcer les règles multilatérales sur la fiscalité pour freiner la fixation erronée des tarifs commerciaux en Afrique. Leurs doléances sont contenues dans une lettre ouverte qu'ils ont adressée à Barack Obama en prélude du sommet Etats-Unis-Afrique qui se tiendra les 5 et 6 août à Washington.

Ituri : un ex-milicien viole une fille de 15 ans et tue le père de la victime. Une fille de 15 ans a été violée mercredi par un ex milicien de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) de Cobra Matata au village de Kaso, en chefferie de Walendu Bindi (Province Orientale). Le notable de cette entité, Masumbuko Adaba, qui a livré cette information vendredi 1er août à Radio Okapi, a indiqué que le présumé violeur a également tué le père de la victime à l'aide d'une arme blanche. Le parent de la fille violée se rendait dans un village proche pour dénoncer l'auteur auprès des autorités coutumières locales.

Nord-Kivu: les autorités veulent fermer les camps des déplacés. Que faire pour mettre durablement un terme à l'existence des camps des déplacés au Nord-Kivu ? La question a été au centre d'échanges de deux jours entre le gouvernement provincial et les acteurs humanitaires à Goma. Alors que le gouvernement provincial soutient que plusieurs zones de retour sont déjà sécurisées, les humanitaires estiment qu'on ne pas chasser de leurs camps les déplacés qui ne peuvent pas rentrer dans leurs milieux d'origines pour des raisons particulières.

RDC: des tombes introuvables dans les cimetières. Le 1er août de chaque année est une journée dédiée notamment aux morts en RDC. A cette occasion, les familles vont se recueillir sur les tombes de leurs défunts parents. Mais à Kinshasa et à Mbuji-Mayi, des personnes qui ont afflué vers les cimetières ont été désagréablement surprises de ne pas retrouver les tombes de leurs défunts. Le désordre et le délabrement qui règne dans les cimetières est déconcertant, a déploré M. Kanza, un peintre, qui affirme repeindre bénévolement la clôture du cimetière de la Gombe. Déjà saturé, le site est officiellement fermé. **Les pierres tombales coûtent cher.** Même désolation à Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental. Lors de leur descente dans les cimetières de Tshibombu (périphérie Ouest) et Tshitenga (Est), nombreuses personnes n'ont eu aucun repère pour identifier les tombes afin d'honorer la mémoire de leur feux parents. Si au cimetière moderne de Lubilanji, on s'efforce de réunir les conditions requises d'enterrement, le tableau est inquiétant pour le reste de cimetières de la ville diamantifère. A Tshibombu, où est érigé le plus vieux cimetière, il est difficile de trouver des repères. Les pierres tombales, qui pouvaient servir d'indicateurs d'identification, sont à compter à bout de doigts à cause de leur coût élevé. Les tombes sont érigées pêle-mêle. Rares sont des caveaux qui sont construits dans les normes. Faute d'espace, les tombes se superposent les unes sur les autres dans ce site saturé. Beaucoup d'habitants de Mbuji-Mayi plaident pour la fermeture de ces cimetières saturés, en créant «d'autres sites qui réunissent des conditions viables d'enterrement et qui permettent de rendre un honneur et hommage mérités aux morts.» (Radio Okapi)

Samedi 2 août.

RDC : l'INRB s'est rééquipé pour le diagnostic du virus d'Ebola. L'Institut national des recherches biomédicales (INRB) a réinstallé ses équipements pour le diagnostic du virus d'Ebola à Kinshasa. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange, a indiqué jeudi 31 juillet que cette institution se prépare ainsi à procéder aux premières analyses en cas d'échantillons suspects. L'épidémie de fièvre hémorragique sévit depuis plusieurs mois en Afrique de l'ouest. Aucun cas n'a cependant été déclaré en RDC, assure le ministre.

Sud-Kivu : 3e affrontement en 3 semaines entre les Fardc et une milice à Bugorhe. Des hommes armés non identifiés ont attaqué vendredi 1er août une position tenue par l'armée à Bugorhe, dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu). La Société civile locale parle d'un blessé parmi les militaires. Ce bilan est cependant rejeté par le commandement du 1001e régiment des Forces armées de la RDC (Fardc). Il affirme que les assaillants ont été repoussés vers le parc national de Kahuzi Biega. Ces combats ont semé la panique parmi la population de cette localité et ses environs.

Nord-Kivu: des casques bleus de la Monusco découvrent une cache d'armes à Kingi. Le 3e bataillon indien des casques bleus de la Monusco a découvert jeudi 31 juillet une cache d'armes près de la localité de Kingi, à environ 40 km de Goma, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Treize armes AK 47, des lance-roquettes et des rafales, treize chargeurs et plus de mille deux cent cartouches ont été retrouvés, enfouis dans le sol.

Révision constitutionnelle : la Majorité a "craché" sur les concertations, selon Lisanga Bonganga. Jean-Pierre Lisanga Bonganga accuse la Majorité présidentielle, plate forme de soutien au chef de l'Etat Joseph Kabila, d'avoir craché sur les recommandations des concertations nationales en se disant favorable à la révision de la constitution. L'opposant politique, coordonnateur du Front populaire contre la révision constitutionnelle, l'a affirmé vendredi 1er août au cours d'une conférence de presse à l'hôtel Africana Palace, à Kinshasa. Il a en outre décrété la rupture du pacte républicain avec les forces politiques de l'opposition favorables à cette révision.

Sud-Kivu : la société civile de Kamituga réclame la réparation de la centrale de Mungombe. La société civile de Kamituga au Sud-Kivu menace d'appeler à des journées ville morte pour réclamer la réparation de la centrale hydroélectrique de Mungombe. Le transformateur de cette centrale a été endommagé par la foudre il y a trois semaines, privant la cité de Kamituga de l'électricité.

Province Orientale : 300 enseignants de Faradje refusent de percevoir leurs salaires de juillet. Plus de trois cents enseignants de la sous-division de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (EPSP) de Faradje en Province Orientale refusent de percevoir leurs salaires du mois de juillet. Ils protestent contre la ponction de 20 000 francs congolais (21,7 dollars américains) du salaire de chacun d'eux. A en croire des sources de la société civile, la sous-division de l'EPSP aurait soustrait cette somme de la rémunération des enseignants pour payer trois avocats.

Examen d'Etat: Maker Mwangu promet des sanctions après les actes de vandalisme dans des écoles. Le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangu,

promet des sanctions contre les candidats malheureux de la dernière édition de l'Examen qui ont vandalisé leurs écoles et des infrastructures scolaires dans certains coins du pays. Au cours d'une conférence de presse tenue samedi 2 août à Kinshasa, il a appelé la population à préserver les biens communs.

Province Orientale : la chasse fermée pour quatre mois. La chasse aux gibiers à poils et à plumes est fermée en Province Orientale du 1er août au 30 novembre prochain. Le service provincial de l'environnement en a ainsi décidé pour permettre à la faune de se reconstituer pendant cette période. Le coordonnateur urbain de l'environnement, Médard Jawotho Uvon, demande ainsi aux habitants de Kisangani de refuser de manger la viande de gibier pendant cette période, en vue de contribuer à sa gestion durable dans la province. Cette interdiction de chasser le gibier n'est généralement pas suivie. Ces mets continuent à être vendus en cachette. Au marché, les vendeuses les cachent tout simplement sous leurs étalages, en attendant des clients intéressés. Elles affirment ne pas avoir d'autres alternatives en dehors de cette activité dont dépend la survie de leur famille. Du côté de l'administration, on affirme que ces femmes peuvent entreprendre un autre commerce en attendant l'ouverture de la chasse. Pour faire respecter cette mesure, des points de contrôle seront mis en place, a annoncé Médard Jawotho Uvon. Ses services vont contrôler l'écoulement des derniers stocks de viande, mais aussi réprimer les récalcitrants, a-t-il expliqué. (Radio Okapi)

Dimanche 3 août.

Nord-Kivu: la population appelée à s'opposer à la modification de la constitution. Une coalition de onze partis politiques de l'opposition demande à la population de s'opposer à la modification de la constitution. Ils ont lancé leur appel samedi 2 août au cours d'une campagne de vulgarisation des articles verrouillés de la constitution, à Goma (Nord-Kivu). Ces opposants affirment vouloir vulgariser notamment l'article 220 de la constitution qui limite le nombre et la durée de mandat du chef de l'Etat. Article que l'opposition soupçonne la majorité de vouloir modifier pour permettre à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat en 2016. La coalition de l'opposition a organisé un meeting de trois heures devant le stade de l'Unité de Goma pour améliorer le niveau de connaissance de la constitution de la population et présenter les enjeux du débat actuel autour de la révision de la constitution. «Notre pays n'a pas besoin de modifier sa constitution pour le moment. Ce n'est pas la constitution qui empêche au pouvoir en place de construire les routes, de donner de l'eau et de l'électricité à la population ou encore la sécurité. Nous pensons qu'il y a un problème de mauvaise gouvernance qu'il faudrait corriger à l'occasion des élections de 2016», a déclaré le vice-président national du Parti libéral pour le développement (PLD), Jean-Paul Lumbulumbu. Au total, 11 partis de l'opposition participent à cette campagne qui doit durer 1 mois. Selon ses organisateurs, elle se déroule en même temps dans d'autres territoires de la province du Nord-Kivu. Cette campagne de l'opposition est organisée alors que le débat sur la révision de la constitution est relancé depuis la prise de position du PPRD, le parti présidentiel, qui se dit favorable à une modification de la loi fondamentale du pays. Réviser la constitution, «c'est aussi la respecter», a déclaré mardi 29 juillet le secrétaire général de ce parti, Evariste Boshab Mabudj. Pour le parti présidentiel, cette révision peut se faire par voie référendaire. Cette campagne sera également lancée ce lundi 4 août à travers un meeting populaire à Kinshasa. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: des comités de paix installés dans les anciennes zones des ADF à Beni. Le gouvernement congolais et la Monusco ont installé, samedi 2 août, des comités de paix à Totolito, Kambiya miba et Mamundioma, trois localités du territoire de Beni, d'où les rebelles ougandais des ADF ont été délogés par l'armée congolaise. Pour l'administrateur de ce territoire du Nord-Kivu, ces comités sont chargés de consolider la paix dans ces zones libérées de l'occupation des rebelles ougandais.

Bas-Uélé: un militaire condamné à 20 ans de servitude pénale principale. Le sergent Nzondo Kaya des Forces armées de la RDC (Fardc) est condamné à 20 ans de servitude pénale principale. Le tribunal militaire de garnison du Bas-Uélé (Province Orientale) a rendu ce verdict dans son audience de jeudi 31 juillet dernier. Ce militaire d'une trentaine révolue est poursuivi pour viol sur une mineure de 12 ans dans la localité de Bokapia, à environ 52 km de Buta, en Province Orientale et il est sommé de payer 1 500 000 francs congolais (1 620 dollars américains) de dommage et intérêt à la famille de la victime.

Kinshasa: des militaires et policiers accusés d'avoir enlevé un membre de la VSV. Le directeur exécutif de la Voix de sans voix (VSV), Dolly Ibefo, accuse un groupe de militaires et policiers d'avoir kidnappé, dans la nuit de samedi 2 août, un de ses membres, Honoré Kapuku et dix autres personnes, au quartier Brikin dans la commune de Ngaliema (Kinshasa). Joint dimanche 3 août par Radio Okapi, il a exigé la libération immédiate et sans conditions de ces personnes arrêtées et amenées

vers une destination inconnue. «Notre membre de la VSV, Honoré Kapuku a été enlevé avec 10 autres personnes par les militaires, les uns en tenue militaire et les autres en tenue civile. Ils étaient accompagnés des agents de la police militaire. Ils cherchaient un certain Monsieur Bwese qu'ils ont pu retrouver dans un centre de guérison spirituelle, où Monsieur Honoré se trouvait. Ils les ont amenés vers une destination inconnue», a dénoncé Dolly Ibefo. «Si on reproche quelque chose à Monsieur Honoré et les autres qu'ils puissent les déférer devant un magistrat pour un procès équitable», a-t-il poursuivi. (Radio Okapi)

Equateur: les violences entre deux villages font 3 morts à Lisala. Trois personnes sont décédées et cinq autres ont été grièvement blessées à l'issue des accrochages survenus, samedi 2 août, entre les habitants des localités de Ngale et Bobala, dans le territoire de Lisala, à environ 800 km de Mbandaka (Equateur). Selon les témoins joints au téléphone depuis le lieu de drame, ces deux habitants se disputent les limites de terre. Cette information est confirmée par le commissaire de district de Mongala (Equateur).

Lubumbashi: le Centre de santé de l'ONG "Salama" débordé. Le Centre de santé de l'ONG «Salama» est débordé de malades, dans la commune de Katuba à Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Un reporter de Radio Okapi a fait ce constat, vendredi 1er août, à l'issue d'une visite effectuée dans cet établissement hospitalier. Construit pour une capacité d'accueil d'une centaine de personnes, il reçoit désormais jusqu'à 250 malades par jour surtout les jours des consultations prénatales. Une femme qui attend famille a expliqué les raisons de cet engouement : «Ici, nous payons 1 000 francs congolais (1,9 USD) pour la consultation prénatale et il y a un suivi. Nous bénéficions des examens d'échographie à un coût passable et même pour l'accouchement. Nous qui avons de maris qui n'ont pas de travail, nous n'avons pas assez de moyens, nous recourons à ce centre hospitalier pour ses prix qui sont vraiment abordables». Pour Jean de Dieu Mulenda, l'objectif est de venir en aide aux personnes démunies, donc leur permettre de bénéficier des soins de santé de qualité. Le responsable de cette structure, Jean de Dieu Mulenda, sollicite l'aide de l'Etat congolais pour permettre à son centre de contenir les malades dont la plupart sont des vulnérables. (Radio Okapi)

RDC : Martin Kobler insiste sur la réforme du secteur de la sécurité. Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Martin Kobler, a déclaré dimanche 3 août à Goma (Nord-Kivu) qu'il restait du travail dans la réforme du secteur de la sécurité. Il s'exprimait à quelques heures de son départ pour New York, où il doit présenter son rapport au Conseil de sécurité des Nations unies. Devant cet organe de l'Onu, Martin Kobler devrait également évoquer la question du calendrier électoral congolais.

Katanga : l'activisme des miliciens perturbe les opérations de cartographie électorale. Le secrétaire exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) au Katanga, Stéphane Moma Kabondo, accuse les groupes armés d'entraver le déroulement des opérations de stabilisation des cartographies opérationnelles. Les miliciens empêcheraient notamment les agents de la commission électorale d'accéder à une dizaine de groupements, particulièrement dans les territoires de Moba et Manono, pour faire leur travail.

Kasaï-Oriental: le Programme national de nutrition pour l'allaitement maternel exclusif. Le Programme national de nutrition (Pronanut) invite les femmes à pratiquer l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois des nouveau-nés. L'assistant technique du Pronanut au Kasaï-Oriental, Jean-Paul Kituadi, indique que cet appel concerne également les femmes séropositives à qui certains praticiens interdisent de pratiquer l'allaitement maternel exclusif pour éviter la transmission du Sida. « On leur demande de donner uniquement le lait maternel aux bébés au cours du premier six mois de leur vie, y compris les mamans qui sont dans le contexte du VIH/Sida parce que les études à notre possession montrent qu'il y a un petit pourcentage de contamination. Donc, mettre l'enfant au sein même si la maman est PVVIH [personne vivant avec le VIH, ndlr] n'influence rien par rapport à la contamination », explique Jean-Paul Kituadi. Pour lui, c'est après cette période de six mois que l'on doit discuter du changement de l'alimentation de l'enfant. (Radio Okapi)

RDC : des médecins chôment en Ituri. Le district de l'Ituri (Province Orientale) compte plus de 250 médecins et certains d'entre eux manquent de l'emploi. L'Université de Bunia a lancé, samedi 2 août, la deuxième promotion de ses médecins sur le marché de l'emploi. Le médecin chef de district de l'Ituri indique que cet effectif est au delà de la moyenne exigée pour un district qui compte près de 5 millions d'habitants. Le docteur Roger estime que cette question devrait faire l'objet d'un débat au niveau national. «Nous avons plus ou moins 250 médecins qui travaillent en Ituri et il y en a plus de 50 qui ne savent où aller. Il faut encore ajouter 30 chaque année. Est-ce que les hôpitaux naissent de même façon ? Non.», a-t-il souligné. (Radio Okapi)

Lundi 4 août.

Beni: environ 280 otages ont été libérés. L'administrateur du territoire de Beni, Amisi Kalonda, a déclaré dimanche 3 août qu'environ 280 otages ont été libérés des mains des ADF depuis le début de l'opération « Sokola » lancée contre ces rebelles ougandais en janvier dernier par l'armée congolaise appuyée par la Monusco. Il indique que ces ex-otages sont déjà rentrés dans leurs familles.

Katanga: de nombreux Mai-Mai blessés dans un combat avec les Fardc à Moba. De nombreux combattants Mai-Mai ont été blessés au cours des accrochages qui ont duré une semaine avec les Forces armées de la RDC dans la localité d'Eva, en territoire de Moba (Katanga). Des sources militaires de la région ne précisent pas le nombre exact de miliciens touchés, après avoir attaqué les positions des FARDC dans cette partie du Katanga.

Nord-Kivu: les FDLR accusées d'avoir blessé 10 personnes à la machette à Magelegele. La société civile de Lubero accuse les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) d'avoir blessé, en deux semaines, dix personnes à la machette dans la localité de Magelegele, à environ 200 km à l'Ouest de Butembo (Nord-Kivu). Selon cette structure, ces rebelles rwandais ont également kidnappé un infirmier vaccinateur dans cette partie du Nord-Kivu.

Nord-Kivu : controverse autour des frais de transport des officiers de la police permutés. Des dizaines d'officiers supérieurs et subalternes de la Police nationale congolaise (PNC) rejoignent progressivement, depuis la semaine dernière, leurs nouveaux postes d'attache au Nord-Kivu. Ce mouvement s'effectue dans le cadre de la nouvelle mise en place générale décidée il y a environ un mois. Cependant, les officiers concernés se plaignent qu'aucun moyen financier n'eût été mis à leur disposition, ni pour leur transport ni pour leur installation. «Les problèmes devraient être résolus au cas par cas», a indiqué lundi 4 août le commissaire provincial de la PNC.

La Province Orientale met en place des immatriculations moto. La Province Orientale s'est dotée d'un système d'immatriculation propre pour les motos. Les bénéficiaires de ces plaques vont renflouer les caisses des communes, espère le maire de Kisangani. La plaque, mise en circulation à partir de ce lundi 4 août, va coûter 10 dollars américains, ou son équivalent en francs congolais (9 200 francs congolais).

RDC: l'opposition appelle Joseph Kabila à un dialogue « pour son départ en douceur ». L'opposition politique congolaise invite le président de la République, Joseph Kabila, à un dialogue d'ici la fin du mois d'octobre, afin « d'organiser son départ en douceur ». L'UDPS d'Etienne Tshisekedi, l'UNC de Vital Kamerhe et le RCD/K MI de Mbusa Nyamwisi et leurs alliés ont fait cet appel lundi 4 août lors de leur meeting organisé à Kinshasa. Dans son message, Bruno Mavungu, secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a déclaré que l'opposition veut amener Joseph Kabila à ce dialogue pour organiser son départ en douceur, de manière à préserver la paix dans le pays. Pour ce parti d'opposition, ce dialogue serait conforme aux accords d'Addis-Abeba [NDLR : signé le 24 février 2013 par onze chefs d'Etats africains]. Joseph Kabila a organisé en octobre 2013 les concertations nationales auxquelles ont pris part les partis politiques membres de la Majorité présidentielle et ceux de l'opposition. Plusieurs recommandations ont été formulées à l'issue de ces assises, dont la formation d'un gouvernement de cohésion nationale. Jusqu'à ce jour, cela n'a jamais été fait. L'UDPS et l'UNC notamment avaient boycotté ces assises. Pour Jean-Bertrand Ewanga secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC), le dialogue inclusif-selon l'accord cadre d'Addis-Abeba ne devait pas être confondu aux concertations nationales qui, du reste « constituent un échec ». « Ces concertations nationales ont été une tricherie de M. Kabila. La résolution 2098 du conseil de sécurité des Nations unies exige un dialogue inclusif. Il [Joseph Kabila] a monté une histoire à sa taille et les résultats c'est ce que nous connaissons. Il veut réviser la constitution et cherche le referendum. Nous devons l'obliger à partir », a-t-il indiqué. L'opposition réunie se dit confiant quant à l'aboutissement de ces assises avant la fin du mois d'octobre prochain. (Radio Okapi)

Afrique du Sud: début du procès des Congolais accusés de tentative de coup d'Etat. Après plusieurs reports, le procès des 20 Congolais arrêtés en Afrique du Sud a débuté, lundi 4 août, à la Cour suprême de justice de Pretoria. Le juge les poursuit pour tentative de coup d'Etat contre le régime de Kinshasa en février 2013. Ils étaient 19 à comparaître ce lundi devant le juge à la Cour suprême de Pretoria.

Kinshasa: des expulsés de Brazzaville sollicitent plus de moyens pour leur réinsertion. Délogés depuis quelques jours du site de Maluku, certains expulsés de Brazzaville sollicitent plus de moyens

financiers du gouvernement pour leur insertion sociale, à Kinshasa. Ils ont lancé leur appel au cours d'un entretien accordé, dimanche 3 août, à Radio Okapi.

Mardi 5 août.

Sommet USA-Afrique: tête-à-tête Kerry-Kabila. Le secrétaire d'État américain John Kerry a salué lundi à New York les efforts fournis par le président de la RDC Joseph Kabila pour régler les problèmes des groupes armés qui opéraient dans l'est de la RDC au nombre desquels les FDLR et le M23. Les deux personnalités ont eu un tête-à-tête à l'occasion du sommet Etats-Unis-Afrique qui réunit trente cinq présidents africains, neuf Premiers ministres, trois vice-présidents, deux ministres des Affaires étrangères et un roi autour de Barack Obama.

Katanga : 34 cas de viol enregistrés en 6 mois à Likasi. Trente-quatre cas de viol sur des mineures ont été recensés entre janvier et juillet à Likasi, dans la province du Katanga. L'ONG Sud ouest développement (SOD) a fourni ces chiffres dans son rapport publié lundi 4 août. Pour la responsable de cette organisation de la société civile, l'Etat n'a indemnisé aucune victime.

Sud-Kivu: 8 blessés dans une attaque à la grenade à Mwambangu. Huit personnes ont été blessées dans l'explosion d'une grenade à Mwambangu, un village situé à 3 km au sud de Baraka, dans le Sud-Kivu. Les victimes sont tous membres d'une église de réveil. D'autres fidèles de cette paroisse ont réussi à maîtriser le lanceur de grenade, qu'ils ont livré aux autorités militaires.

Bas-Congo: les enseignants menacent de faire grève à la prochaine rentrée scolaire. Les enseignants du Bas-Congo menacent de faire grève à la rentrée scolaire 2014-2015. À l'issue d'une assemblée générale tenue le week-end dernier, la synergie des syndicats des enseignants réclame une prise en charge totale des enseignants par l'Etat congolais. Les enseignants se disent fatigués de voir les parents payer leurs primes de motivation depuis plus de 22 ans. Ces derniers exigent également une augmentation salariale de 500%. «Entendu que presque tous les gouvernements qui se sont succédés à la tête de notre pays n'ont réalisé aucune de leurs promesses, nous, enseignants du Bas-Congo, vous informons, Excellence président de la République, au travers cette lettre ouverte, que nous mettons fin au système de la prime accordée aux enseignants par les parents, après 22 ans, alors que prévue pour une année, sur toute l'étendue de la province, et exigeons, dès la paie de septembre, l'augmentation d'une enveloppe salariale 5 fois supérieure à celle prévue avant la rentrée scolaire». Selon Jean Bosco Puna, Secrétaire général du Syndicat des enseignants catholiques (Synecat), le salaire mensuel moyen de l'enseignant tourne actuellement autour de 80 dollars américains. (Radio Okapi)

Révision constitutionnelle en RDC: l'opposition adresse un memo à Barack Obama. Le Front populaire contre la révision de la constitution et pour les élections crédibles en RDC a déposé lundi 4 août un mémo à l'ambassade des Etats Unis à Kinshasa. L'Objectif est d'attirer l'attention du président américain, Barack Obama, sur la probable révision de la constitution de la RDC au moment où ce dernier réunit, à Washington, quarante présidents africains au cours du sommet USA – Afrique.

RDC: Jean-Bertrand Ewanga interpellé au lendemain du meeting de l'opposition. Le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC), le député Jean-Bertrand Ewanga, a été arrêté mardi 5 août matin à Kinshasa par des agents de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Il serait entendu au Parquet général de la République. Le motif de cette interpellation n'est pas connu. Elle intervient au lendemain du meeting animé à Kinshasa par plusieurs partis de l'opposition, dont l'UNC de Vital Kamerhe, pour protester contre le projet de révision de la constitution en RDC.

La RDC et le Rwanda veulent démarquer leurs frontières communes. Des délégués des ministères congolais et rwandais de l'Intérieur ainsi que les membres de la commission permanente des frontières Rwanda-RDC se réunissent depuis lundi 4 août, pour quatre jours, à Goma (Nord-Kivu), autour de la question de matérialisation et démarcation de la frontière commune entre les deux pays. Parmi ces experts, des Officiers militaires et des responsables des services de sécurité. Cette bipartite vise à identifier les bornes matérielles de la frontière commune réelle entre le Rwanda et la RDC. Ces travaux font suite à une réunion préliminaire de 2009, au cours de laquelle 5 bornes seulement sur les 22 initiales avaient été identifiées. Les discussions ont pour base, les rapports des technocrates, ceux des colonies de 1911, des cartes géographiques et des appareils GPRS. L'enjeu pour les deux pays est d'éclaircir plusieurs zones d'ombre qui planent en matière des frontières communes entre eux. Après cette rencontre, une équipe technique se rendra sur terrain pour matérialiser leurs conclusions. La question de délimitation des frontières terrestres et marines est à la base de plusieurs incidents entre la RDC et le Rwanda. Le dernier cas date de début juin lorsque les forces armées des deux pays se sont brièvement affrontées à Kamyeshaja, dans le territoire de Nyiragongo, à cause d'une question de délimitation territoriale. (Radio Okapi)

Kisangani: la société civile accuse le général Kifwa de menaces de mort. Les organisations de la société civile de Kisangani accusent le commandant de la 9e région militaire, le général Jean Claude Kifwa, d'«atteintes aux libertés publiques, individuelles et collectives.» Dans un document déposé lundi 4 août au siège de la Monusco, elles affirment également être l'objet des menaces de mort de la part de cette autorité militaire de la Province Orientale. En réaction, le général Kifwa dit avoir tout simplement mis en garde toute personne physique ou morale qui entraverait des décisions du gouvernement dans la recherche de la paix en RDC. Selon les organisations de la société civile, tout a commencé depuis le refus, par le maire de la ville, d'une marche pacifique en juillet dernier contre la décision de la relocalisation temporaire des FDLR à Kisangani. Dans un document issu d'une réunion de concertation sur leur sécurité, les animateurs de la société civile ont déploré les menaces de mort à répétition qu'auraient proférées le commandant de la 9e région militaire sur la télévision publique/RTNC à leur égard. (Radio Okapi)

Lubumbashi: un capitaine des Fardc jugé pour meurtre de 14 détenus. La deuxième audience en appel dans l'affaire qui oppose le ministère public au capitaine des Forces armées de la RDC Guisha et consorts s'est déroulée lundi 4 août à la cour militaire de Lubumbashi au Katanga. Les prévenus sont poursuivis pour crimes de guerre. Le principal accusé était condamné au premier degré au tribunal militaire de Kipushi à 20 ans de prison pour exécution sommaire de 14 personnes présentées comme des combattants Mai-Mai en juillet 2012 à Mitwaba. A la cour militaire du Katanga, lundi, les parties suivantes étaient présentes ; à savoir: les accusés et leurs avocats, les parties civiles, la compagnie minière MMR (Mineral mining ressources), citée comme civilement responsable et l'avocat de l'Etat congolais. Le capitaine Guisha, alors commandant second du 43e bataillon des FARDC basé à Mitwaba, avait extrait de la prison 14 civils soupçonnés d'être des miliciens détenus depuis plus de trois semaines. Il les avait ligotés et conduit à bord d'un véhicule de l'entreprise minière MMR avant d'ordonner leur exécution à 14 Km de Mitwaba centre, selon l'acte d'accusation. (Radio Okapi)

RDC : un député de l'opposition poursuivi pour outrage à Joseph Kabila. Jean-Bertrand Ewanga, député national et secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC) est poursuivi pour outrage au chef de l'Etat, Joseph Kabila. Son procès en flagrance a débuté mardi 5 août dans l'après-midi, quelques heures après son arrestation. Le ministère public indique que lors du meeting de l'opposition organisé lundi dernier à Kinshasa, l'opposant Ewanga, a qualifié le chef de l'Etat de « voleur et de Rwandais ». Il a été arrêté ce mardi matin en sa résidence.

Afrique du Sud : les Congolais accusés de tentative de coup d'Etat plaident non coupables. Les dix-neuf Congolais accusés d'avoir tenté de renverser le pouvoir de Joseph Kabila en février 2013 ont plaidé non coupables. Lors du début de leur procès, mardi 5 août à la Cour suprême de Pretoria, l'un des accusés, Etienne Kabila a nié connaître ses co-accusés. Étienne Kabila s'est détaché du groupe. Dans une déclaration lue par son avocat, il affirme ne pas connaître ses co-accusés mais reconnaît avoir été approché pour financer un projet ayant trait à renverser le pouvoir de Kinshasa. Pour leurs avocats, ces accusés n'ont commis aucun crime en Afrique du Sud et ne devraient donc pas être poursuivis. Ce que rejette le juge qui estime par contre que ces ressortissants congolais ont planifié ce coup sur le sol sud-africain et devraient être poursuivis pour avoir violé la loi sur l'assistance militaire étrangère. (Radio Oakpi)

RDC : les FDRL doivent être démobilisées « d'ici la fin de l'année », exigent les Etats-Unis. Le gouvernement américain exige un désarmement rapide des rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Ce dernier groupe rebelle majeur encore actif dans l'Est de la RDC doit être démobilisé « au plus tard à la fin de l'année [2014] ». L'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands lacs, Russ Feingold, l'a affirmé mardi 5 août lors sommet USA-Afrique qui se tient à Washington. Le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila prend part à ces assises. Il n'y aurait aucune justification que les FDLR sollicitent des négociations politiques, et le groupe doit être démobilisé « au plus tard à la fin de l'année », a déclaré Russ Feingold. Les Etats-Unis estiment que « pour les FDLR, l'option militaire doit non seulement être envisagée, mais qu'elle doit être prête à être lancée », a déclaré Russ Feingold. (Radio Okapi)

Mercredi 6 août.

Le député Jean-Bertrand Ewanga détenu à la prison de Makala. Jean-Bertrand Ewanga, le secrétaire général de l'UNC, jugé en flagrance mardi à Kinshasa pour outrage au chef de l'Etat a passé sa première nuit à la prison de Makala. Les juges de la Cour suprême de justice avaient suspendu son procès en début de soirée et ordonné qu'il soit assigné à résidence. Le ministère public l'accuse d'avoir traité le président Kabila de « voleur et Rwandais » lors du meeting populaire tenu la veille dans l'est de la capitale de la RDC par les partis opposés à la révision constitutionnelle.

Uvira: les vaches ravagent 60 hectares des champs de manioc. Au moins 60 hectares des champs de manioc ont été complètement détruits par des vaches en divagation dans la plaine de la Ruzizi, dans le territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Les cultivateurs venus des différents coins de la plaine l'ont dénoncé mardi 5 août à Sange lors du lancement de la campagne agricole 2014-2015. L'inspecteur agricole d'Uvira a confirmé toutes ces informations, promettant de réunir les éleveurs et les cultivateurs.

Sud-Kivu: les accrochages entre FARDC et Raïa Mutomboki font 7 morts à Chifunzi. Sept personnes ont été tuées et trois autres blessées au cours des accrochages survenus, dimanche 3 août, dans la localité de Chifunzi dans le groupement de Kalonge, en territoire de Kalehe, à 60 km de Bukavu (Sud-Kivu). Parmi les personnes décédées, on compte 4 militaires, une épouse d'un militaire et deux enfants, selon des sources concordantes.

Ituri: trois agents de l'entreprise ENRA kidnappés à Mambasa. Des hommes armés ont enlevé, depuis samedi 2 août, trois agents de l'Association des raffineurs d'enzymes (ENRA), une entreprise d'exploitation forestière, dans le territoire de Mambasa, district de l'Iturei (Province Orientale). Jointes au téléphone, les autorités locales ont déclaré mercredi 6 août que les éléments des forces loyalistes sont à la poursuite de ces kidnappeurs dont l'identité n'est pas encore connue.

Lubumbashi: trois faux militaires de la Garde républicaine présentés au public. Le commandant de la Garde républicaine au Katanga, colonel Doudou Kabwe, a présenté mardi 5 août trois présumés bandits qui se faisaient passer pour des éléments de cette unité d'élite de l'armée congolaise, à Lubumbashi. Il a indiqué que ces personnes sont gardées au camp Kimbembe avant leur transfert à l'auditorat militaire de Lubumbashi.

Nord-Kivu: le Pam organise la «foire aux vivres» en faveurs des déplacés de Kinigi. Plus de quarante mille personnes au Nord-Kivu, parmi lesquelles les déplacés internes ainsi que leurs familles d'accueil, bénéficient de l'assistance alimentaire du Pam en partenariat avec Oxfam/Grande Bretagne. L'aide leur parvient à travers une «foire aux vivres» qui se tient depuis quelques jours sur des sites qui ont récemment accueilli les déplacés. Mardi, la foire se tenait dans la localité de Kinigi, dans le territoire de Masisi.

RDC : la Monusco « prend note » de la réhabilitation du général Gabriel Amisi La Monusco dit « prendre note » de la réhabilitation du général major Gabriel Amisi « Tango Four ». Au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies organisée mercredi 6 août à Kinshasa, elle fustige le fait qu'aucune enquête judiciaire n'ait été ouverte contre cet officier de l'armée congolaise réhabilité le 1er août dernier. Le général Amisi a été suspendu de ses fonctions en 2012. Il était accusé de vendre des armes aux groupes armés opérant dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Province Orientale : 3 personnes retrouvées mortes dans la forêt d'Isangi. Trois personnes ont été retrouvées mortes dans la forêt d'Isangi en Province Orientale, a dénoncé mercredi 6 août la société civile locale. Cette organisation attribue ces cas de criminalité aux conflits liés au ramassage des chenilles.

Ewanga à Makala: le procureur général soutient la légalité de la procédure. Le Procureur général de la République, Flory Kabange Numbi, approuve la légalité de la procédure de flagrance dans l'affaire qui l'oppose au secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Jean-Bertrand Ewanga. Il l'a dit au cours d'un entretien accordé, mercredi 6 août, à Radio Okapi : «Le député doit répondre des faits qui lui sont incriminés à savoir: l'offense au chef de l'Etat et l'incitation à la haine tribale et raciale». Flory Kabange indique que le mandat d'amener le député Ewanga a été exécuté par les policiers et non les agents de l'Agence nationale des renseignements (ANR) comme distillent certaines opinions dans la ville de Kinshasa.

CEPGL: les pays membres veulent améliorer la circulation des personnes et des biens Le Burundi, le Rwanda et la RDC veulent améliorer la circulation des personnes et de leurs biens dans leur espace géographique. Ils débattent de cette question au cours de la réunion, ouverte mercredi 6 août, à Bujumbura (Burundi), dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL). A l'ouverture de ce forum de deux jours, le Rwanda a accusé la RDC d'entraver la libre circulation dans la région. Ce que rejettent les experts congolais. A l'occasion, le directeur général de l'immigration rwandaise, Anacleet Karibata, s'est plaint que la RDC impose les visas aux Rwandais qui désirent accéder sur son territoire. Pour sa part, le secrétaire exécutif de la Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL), Herman Tuyaga, estime nécessaire que les frontières entre le Burundi, le Rwanda et la RDC soient ouvertes 24 heures sur 24. Le sommet des chefs d'Etat qui devait donner des orientations claires sur la circulation entre les pays de la CEPGL n'est pas tenu depuis 20 ans à la suite des tensions entre Kinshasa et Kigali. En février dernier, les ministres des Affaires

étrangères de la CEPGL avaient également plaidé pour la tenue du sommet de leurs chefs d'Etat. La CEPGL avait été créée en 1976 pour faciliter l'intégration économique régionale, la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, la sécurité régionale et le financement d'institutions communes dans les domaines de la finance, de la recherche et de l'énergie entre le Burundi, le Rwanda et la RDC alors Zaïre. (Radio Okapi)

Province Orientale: le taux de fréquentation de l'hôpital baisse de 22% à Buta. Le taux de fréquentation des malades à l'hôpital général de référence de Buta (Province Orientale) est passé d'environ 70 % en janvier à 48 % au mois de juin et juillet. Cette situation se justifie essentiellement par la faible capacité de la population à payer les soins médicaux, affirme le médecin chef de zone de santé par intérim de Buta, Dr Guy Kanalina. D'autres qui se rendent dans leurs champs pendant la période des récoltes se soignent avec les plantes médicinales.

Jeudi 7 août.

RDC : Mgr Marini Bodho favorable à la révision de la constitution. Le chef de l'Église du Christ au Congo (ECC) est favorable à la révision des articles "verrouillés" de la Constitution de la RDC. Mgr Marini Bodho s'est exprimé mercredi 6 août à Kinshasa lors de l'ouverture du synode national de cette confession religieuse. Cette réunion a notamment pour objectif d'examiner les amendements des textes légaux pour donner des nouvelles orientations à cette Église. « Parfois on parle de certains articles qui sont bloqués, on ne peut pas les toucher. Mais là, nous sommes en train de museler la population qui est souveraine. Acceptons notre faiblesse. Ne pas bloquer le développement d'une société qui évolue », affirme le président national de l'ECC. La question de la révision constitutionnelle divise l'opposition et la majorité présidentielle. La controverse se situe autour de l'article 220 qui, dans sa forme actuelle, empêche Joseph Kabila de briguer un troisième mandat. Les évêques catholiques, eux, s'opposent à l'éventualité d'un autre mandat du président Kabila au-delà de l'actuel qui coure jusqu'en 2016. L'opposition refuse elle aussi qu'on touche à cet « article verrouillé » de la constitution. Elle a même adressé un mémorandum à ce sujet au président américain Barack Obama dont l'administration encourage les présidents africains à ne pas rester au pouvoir en violation des constitutions de leurs pays. « Notre constitution a déjà fait plus de 10 ans. Vous savez, une société n'est pas statique, la chaîne est mobile, dynamique et se doit de se conformer à des moments bien précis », estime Mgr Marini Bodho. Le président national de l'ECC pense par ailleurs que le calendrier des élections municipales, urbaines et locales publié par la Ceni répond à l'exigence démocratique, celle de rendre le pouvoir au peuple avec l'élection à la base. « Ce que la Ceni avait fait à mon avis dans ce calendrier on voulait récupérer les reliquats des choses qui n'ont pas été faites dans les années passées. On a organisé presque deux fois les élections, donc on est resté avec une démocratie élitiste. C'est-à-dire seulement là en haut et puis la population rien. Donc, maintenant, il faut commencer par le bas », a ajouté Mgr Marini Bodho. D'après lui, les élections locales peuvent faire surgir des difficultés qui peuvent être résolues en modifiant certaines dispositions de la constitution. (Radio Okapi)

Congo-Brazza: le HCR a rapatrié les derniers réfugiés de la RDC. Le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a rapatrié, la semaine dernière, 81 réfugiés de RDC vivant en République du Congo. Ce rapatriement librement consenti marque la fin de cinq années d'exil pour eux, indique l'organisation dans un communiqué. Ce groupe comprend les derniers réfugiés de RDC parmi les 119 000 à avoir été rapatriés de la République du Congo avec l'aide du HCR depuis mai 2012.

TGI de Beni : suspension des audiences faute de procureur et de magistrats. Les audiences sont suspendues depuis 5 jours au Tribunal de Grande Instance de Beni, à environ 350 km au nord de Goma, dans le Nord-Kivu. Ce tribunal manque de procureur et de magistrats. Le Procureur près la Cour d'appel du Nord-Kivu a interdit aux officiers du ministère public qui siégeaient dans ce tribunal de le faire. Il affirme qu'il faut attendre la nomination d'un procureur et de magistrats.

Katanga : des ossements humains découverts dans la prison centrale de Kongolo. Des ossements humains ont été découverts derrière la porte d'une cellule de la prison centrale de Kongolo, dans le nord du Katanga. Cette porte, qui serait bloquée depuis les années 60, a été défoncée lundi 4 août dernier, pour permettre à la Monusco de poursuivre la réhabilitation de cette prison. L'identité de ces personnes ainsi que les causes de leur décès restent inconnus. « Nous savions que la cellule numéro sept, qui était hermétiquement fermée, contenait des ossements humains », a affirmé le directeur de la prison, Jean Mwamba. Pour lui, il ne s'agit pas réellement d'une découverte. Jean Mwamba suppose que ces ossements datent des années 60. Certaines sources parlent des restes de sept personnes. Pour lui, il y en aurait moins. (Radio Okapi)

Kasaï-Occidental : des retraités de la SNCC réclament leurs rentes à l'INSS. Les retraités de la Société nationale des chemins de fer (Région – Nord) appellent la direction provinciale de l'Institut national de sécurité sociale (INSS) à leur payer leurs rentes bloquées depuis une année. Dans un document adressé aux autorités provinciales et nationales, ces ex-agents indiquent que depuis plus d'une année qu'ils ont pris leur retraite, jamais l'INSS n'a répondu à toutes leurs attentes. De son côté, le directeur provincial de l'INSS renvoie la balle à sa direction générale.

Martin Kobler s'exprime au conseil de sécurité de l'ONU. Une réunion essentiellement consacrée à la situation sécuritaire en République démocratique du Congo se tient ce jeudi 7 août au Conseil de sécurité des Nations Unies à New-York. Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler présente à cette réunion son rapport d'activités sur la sécurité au pays, plus particulièrement dans l'Est.

Le Rwanda et la RDC veulent identifier les 17 autres bornes de leurs frontières communes. Le Rwanda et la RDC se sont engagés à identifier les 17 bornes qui restent sur les 22 marquant leurs frontières communes. Ces pays ont levé cette option, mercredi 6 août, à l'issue de la 2e session de leur commission mixte, après trois jours de discussions, à Goma (Nord-Kivu). Ce travail d'identification et de reconnaissance des bornes est prévu du 25 au 30 août prochain à partir de Goma. Cette commission mixte s'est référée à la carte géographique coloniale de 1911.

Sud-Kivu: l'insécurité empêche Ocha d'assister les déplacés. Les combats qui opposent, depuis avril dernier, les Forces armées de la RDC aux Maï-Maï Yakutumba entravent le travail du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu (Ocha) dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu). Cette agence de l'Onu a affirmé, jeudi 7 août, être dans l'impossibilité d'assister les déplacés du territoire de Fizi, de la Plaine de la Ruzizi, en territoire d'Uvira et de la région entre Hombo Nord et Hombo Sud à la limite des territoires de Walikale (Nord Kivu) et de Kalehe (Sud-Kivu).

Katanga: 7 femmes échappent aux Maï-Maï après deux mois d'esclavage sexuel. Kidnappées en juin dernier, sept femmes ont échappé, il y a quelques jours, à leurs ravisseurs Maï-Maï Bakata Katanga. Des sources concordantes renseignent qu'une huitième femme, évadée avec elles, a succombé en cours de route. Ces femmes, dont la plus âgée à 75 ans, sont arrivées, mercredi 6 août, à Pweto-centre, où elles sont prises en charge par l'ONG Libertas. Cette dernière ne leur assure cependant pas une assistance psycho sociale.

RDC : les FDLR doivent désarmer « immédiatement », avertit Martin Kobler. « Tous les combattants rwandais des FDLR, y compris leurs dirigeants, doivent désarmer immédiatement (...) et ceux qui sont inculpés doivent rendre des comptes », a affirmé jeudi 7 août le chef de la Monusco, Martin Kobler. Il présentait le rapport sécuritaire de la RDC devant les 15 membres du Conseil de sécurité.

Les Etats-Unis promettent 33 milliards USD à l'Afrique. A l'issue du sommet USA-Afrique, le président américain, Barck Obama, a promis de donner un montant de trente-trois milliards de dollars américains dont douze consacrés au programme Power Africa, à terme, afin de doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne. Le sommet Etats-Unis a tourné autour des thèmes : gouvernance, économie, santé et sécurité.

L'arrestation d'Ewanga ne contribue pas à apaiser le climat politique, selon l'UE. La délégation de l'Union européenne en RDC se dit préoccupée par l'arrestation du député national Jean-Bertrand Ewanga. Pour elle, cette arrestation ne contribue pas à l'apaisement du climat politique. Elle a exprimé sa position, jeudi 7 août, auprès du président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku.

Bas-Congo: 156 morts enregistrés dans des accidents de motos en 6 mois. Environ 156 personnes ont trouvé la mort au cours de plus de 460 accidents de motos, survenus en six mois, sur les routes du Bas-Congo. La Commission nationale de prévention routière (CNPR) au Bas-Congo a livré ces chiffres, mercredi 6 août, au cours d'une réunion d'évaluation avec les acteurs du secteur des transports et le ministre provincial en charge des Transports du Bas-Congo, Bob Bavuidi.

Vendredi 8 août.

RDC : 100 femmes violées et torturées en deux semaines au Nord-Kivu. Une centaine de femmes ont été violées et d'autres torturées entre le 15 et 30 juillet dernier dans les groupements Bapaitumba et Bapakombe dans le secteur de Bapere (Nord-Kivu). La société civile qui a livré cette information jeudi 7 août a indiqué que plusieurs villages ont été pillés ou incendiés dans le même secteur. Elle accuse les Maï-Maï Simba de feu Paul Sadala alias Morgan d'avoir commis ces crimes.

CEPGL : les Etats membres invités à supprimer l'imposition de visas entre eux. Les directeurs et commissaires généraux des services de migration des pays de la Communauté économique des pays des Grands Lacs invitent leurs Etats membres à supprimer l'imposition des visas au sein de cette communauté. Ils ont fait cette proposition à l'occasion de la clôture de leur réunion de deux jours jeudi 7 août à Bujumbura, au Burundi. La RDC, que le Rwanda accuse d'avoir imposé un visa spécifique à ces ressortissants, est particulièrement visée par cette requête.

RDC: Ewanga assigné en résidence surveillée à l'Hôtel Invest. Le député national de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Jean-Bertrand Ewanga, est assigné, depuis ce vendredi 8 août dans la matinée, en résidence surveillée à l'Hôtel de presse Invest, dans le site de la RTNC, à Kinshasa. Selon des autorités pénitentiaires de la Prison centrale de Makala et les instances dirigeantes de l'UNC, son parti politique, Ewanga, a été escorté par une jeep de la police de la prison à l'hôtel en exécution de l'arrêt de la Cour suprême de justice (CSJ) qui avait demandé au parquet de l'assigner en résidence surveillée.

Katanga: des présumés rebelles FDLR tuent une personne dans l'attaque d'un minibus. Des présumés combattants de la rébellion des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont tué par balle un homme et blessé grièvement deux autres dans l'attaque d'un minibus, jeudi 7 août, sur l'axe Kalemie-Bendera, à hauteur de la plaine de Kanyangwe (Katanga). Selon des témoins, ces assaillants ont également emporté plusieurs biens de valeur des passagers.

Journée de l'éducation : "L'enseignant, priorité des priorités", selon Maker Mwangu. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) a annoncé vendredi à l'occasion de la journée internationale de l'éducation que le gouvernement s'engage à améliorer les conditions de l'enseignant en RDC. Selon Maker Mwangu, la révision à la hausse de la cagnotte de l'éducation dans le budget de l'Etat est passée à 16 %. Ce qui permet, non seulement, d'améliorer les conditions salariales de l'enseignant mais aussi de prendre en charge, au fur et à mesure, tous les enseignants non payés, selon lui. Ce qui, au final, va améliorer la qualité de l'enseignement en RDC.

Journée de l'éducation : les défis à relever restent importants en RDC. En marge de la journée internationale de l'éducation célébrée dans le monde jeudi 7 août, les acteurs de l'enseignement supérieur comme de niveau moyen en RDC ont reconnu que les défis à relever dans ce domaine restent importants. L'Université de Kinshasa (Unikin), par exemple, souffre du manque d'infrastructures. Quant à l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, il ne peut être relevé tant que la situation sociale des enseignants reste difficile. L'université de Kinshasa a certes connu des avancées depuis les trois dernières années. Déjà, les années académiques élastiques, qui prenaient parfois deux années civiles, n'ont plus cours. Elles commencent bien désormais en octobre pour s'achever en juillet, comme le veut le calendrier national. Pour le recteur de l'Unikin, le Professeur Labana, c'est le résultat d'efforts consentis. Le Professeur Labana reconnaît cependant que l'université à sa charge souffre d'un déficit d'infrastructures, notamment des problèmes de bibliothèques et de laboratoires. Les professeurs et étudiants de cette université devraient aussi s'adapter aux nouvelles technologies, a-t-il ajouté. En prévision de l'année académique 2014 qui s'ouvre en octobre, l'Unikin a réhabilité certaines de ses facultés, notamment celle des sciences, d'agronomie et de Polytechnique. (Radio Okapi)

RDC: la France redoute la réorganisation militaire du M23. La France redoute une réorganisation militaire des rebelles du M23 défaits par l'armée congolaise appuyée par les casques bleus de la Monusco fin novembre 2013 au Nord-Kivu. «Le M23 a été battu militairement sur le territoire congolais mais il n'a pas disparu. La démobilisation de ses combattants est incomplète et la perspective de sa réorganisation militaire reste une menace importante», a déclaré jeudi au conseil de sécurité Alexis Lamék, le représentant permanent de la France à l'Onu.

Katanga: plus de 6 000 ménages des déplacés vivent difficilement à Mulongo. Plus de 6 000 familles vivent, depuis deux semaines, dans des conditions difficiles dans la chefferie de Mulongo, en territoire de Malemba Nkulu (Katanga). La plupart passent la nuit à la belle étoile et d'autres se sont construits des abris de fortune. Ces déplacés ont fui des affrontements entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les Mai-Mai Bakata Katanga aux chefferies de Museka et Kayumba, en territoire de Malemba Nkulu, de Mitwaba et Manono.

Mbuji-Mayi: un policier poursuivi pour non-assistance en personne en danger. Un agent de la police nationale congolaise est poursuivi, depuis jeudi 7 août, pour violation de consignes et non assistance en personne en danger, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Le tribunal de garnison militaire de Mbuji-Mayi accuse le policier incriminé d'avoir refusé, le week-end dernier, d'assister une famille, visitée par les bandits armés dans un quartier non loin du commissariat de la police.

Shabunda: les sites miniers de Nsele et Isega désertés après l'attaque des Raïa Mutomboki. Les sites miniers de Nsele et Isega, en amont de la rivière Ulindi à 30 Km de Shabunda/Centre (Sud-Kivu), sont vidés de leurs populations après l'attaque la nuit de jeudi à vendredi 8 août des éléments Raïa Mutomboki du groupe Cynthia. Plus de 150 grammes d'or, l'argent et autres biens de valeur ont été emportés, selon des sources locales. La société civile de Shabunda se dit préoccupée par cette situation.

Ituri: 11 000 armes récupérées auprès des civils. Plus de onze mille armes légères et de petit calibre ont été récupérées en Ituri (Province Orientale) au cours de l'opération «Arme de développement», lancée depuis mars dernier par les autorités de la République démocratique du Congo (RDC). La cité de Bunia, chef-lieu de district, arrive en tête avec 7 929 armes collectées. Ces armes sont remises contre des motos, vélos, moulins, pagnes, tôles et autres biens.

Samedi 9 août.

«La RDC est le réservoir le plus important de l'énergie propre en Afrique», selon Lambert Mende. Au cours du sommet Etats-Unis – Afrique, l'accès à l'énergie a été identifié comme le premier besoin de développement de l'Afrique. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende Omalanga, l'a affirmé vendredi 8 août au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Selon le ministre, la RDC, qui est le réservoir le plus important de l'énergie propre en Afrique, a beaucoup à y gagner. Les Etats-Unis ont, par le biais de leur agence de développement, l'USAID, initié le programme Power Africa, pour soutenir la croissance économique et le développement de l'Afrique en accroissant son accès à une énergie sûre, abordable et durable. L'administrateur de l'USAID, Rajiv Shahn avait visité la centrale hydroélectrique d'Inga dans le Bas-Congo, en décembre dernier, en compagnie du Premier ministre Matata Ponyo. Son agence est un des partenaires de la RDC dans le projet de construction d'une nouvelle centrale, Inga III, censé produire 4 800 Mégawatts. Pour le ministre Mende, cette visite était de très bon augure pour la RDC. «[Les Etats-Unis] ont même apporté une contribution financière aux études : un milliard et quelque chose qui était nécessaire pour la finalisation des études. C'est de bon augure pour la suite», a-t-il assuré. A l'issue de sa visite cependant, l'administrateur de l'USAID avait posé un nombre de préalables avant de trouver le financement des travaux de construction du barrage d'Inga III, notamment des réformes politiques devant être entreprises par le gouvernement congolais. Le coût de la construction d'Inga III s'élève à 12 milliards de dollars américains. Les études de faisabilité avaient été bouclées sur financement de la Banque africaine de développement (Bad) et de la Banque mondiale. Dans sa phase d'exploitation, la gestion du site d'Inga III sera octroyée, sous forme de concession, à un consortium sélectionné sur appel d'offres. La date probable de l'ouverture des offres est prévue au second semestre 2014. (Radio Okapi)

Bas-Congo : la population dénonce davantage les cas de violences sexuelles. La population du Bas-Congo dénonce davantage les cas de violences sexuelles basées sur le genre, a indiqué la responsable de l'unité de police spéciale chargée de la protection de l'enfant et de la femme dans cette province. Plus de 250 cas de violences sexuelles basées sur le genre ont été enregistrés par ses services au 1er semestre 2014. Madeleine Mpezo parle d'une augmentation par rapport à la même période en 2013, où 234 cas avaient été dénoncés.

Luberizi : des paysannes craignent la présence d'hommes armés dans leurs champs. Des femmes du territoire de Luberizi (Sud-Kivu) craignent la présence d'hommes armés dans leurs champs depuis deux semaines. Ces paysannes ont dénoncé leur présence jeudi 7 août au cours d'une assemblée générale d'évaluation de la situation sécuritaire. Selon elles, ces hommes auraient tenté de violer quatre femmes qui cultivaient leurs champs et auraient déjà assassiné un couple.

Kinshasa : une cambiste abattue à Kintambo-Magasin. Une trentenaire, changeur de monnaie, a été abattue la nuit du vendredi 8 août à Kintambo-Magasin, dans le centre de Kinshasa, par des voleurs armés. Selon des témoins, trois hommes ont ordonné à la victime de leur remettre son sac à main, espérant y trouver de l'argent. La dame a tenté de se réfugier dans une pharmacie, mais l'un des voleurs l'a poursuivie et abattue avant de lui prendre son sac. La police a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Nord-Kivu : la population fuit les affrontements entre l'armée et les Mai-Mai Cheka. Plusieurs ménages ont fui les violents combats qui opposent depuis vendredi 8 août les Forces armées de la RDC (FARDC) aux combattants Mai-mai du Nduma defense of Congo (NDC) du chef milicien Cheka. Ces affrontements ont lieu dans la région d'Angowa et de Kabombo, dans le nord-est de Walikale, sur la route qui mène vers Kisangani, chef lieu de la Province Orientale. Les Fardc tentent de déloger à nouveau ces miliciens qui ont réoccupé cette région après leur retrait.

Maniema : pénurie des produits de première nécessité à Kailo. Les habitants de quatre villages du territoire de Kailo dans le secteur de Balanga et la chefferie de Bangenele, à plus de 180 km de Kindu (Maniema) sont de produits de première nécessité depuis l'occupation de ces villages par les rebelles Maï-Maï Thomas. D'après le rapport d'une mission sécuritaire effectuée récemment dans ce territoire, la situation s'est accentuée vers la fin du mois de juillet dernier.

RDC : l'opposition salue la possibilité de l'ouverture d'un nouveau dialogue. Au lendemain de l'annonce de la possibilité de l'ouverture d'un dialogue entre la Majorité présidentielle et l'opposition, la Coalition pour le vrai dialogue (CVD) se dit « heureuse ». Au cours d'une interview accordée à Radio Okapi, son porte-parole, Steve Mbikayi estime que c'est de cette façon que l'on peut régler toutes les questions de la vie nationale y compris la problématique des élections de 2016. Il se dit convaincu que « les mêmes erreurs » des assises passées ne se répéteront plus. « Il faudra que l'on prépare ensemble ce dialogue là, au lieu qu'ils [les membres de la MP] le fassent seuls, comme ils l'ont fait avant. Il faudrait qu'il y ait un comité préparatoire au dialogue », a ajouté Steve Mbikayi. Le porte-parole de la CVD se réjouit de « la victoire » de l'opposition concernant la possibilité d'organiser un autre dialogue. Lambert Mende a, au cours de sa conférence de presse, indiqué que la MP restait ouverte à un autre dialogue. (Radio Okapi)

Province Orientale : deux agents de la Ceni portés disparus à Ilombo. La Commission nationale électorale indépendante (Ceni) n'a plus de nouvelles, depuis trois jours, de deux de ses agents qui procédaient à des opérations de cartographie électorale à Ilombo, en Province Orientale. Ces opérations avaient soulevé une vive tension entre les habitants des villages Bolongo Bas et Yause, engagés depuis longtemps dans un conflit foncier. Selon le secrétaire administratif de la Ceni à Isangi, le matériel de ces agents aurait aussi été confisqué par la population de ces villages. Il regrette qu'à moins d'une semaine de la clôture des opérations de cartographie électorale, rien n'est encore fait dans ce groupement.

Assassinat à Kintambo : le général Kanyama appelle la population à faire confiance à la police. Au lendemain de l'assassinat d'une cambiste dans la commune de Kintambo à Kinshasa, le commissaire provincial de la capitale, le Général Célestin Kanyama appelle la population à faire confiance à ses éléments. Il a regretté cette perte en vie humaine, et a souhaité la collaboration de tous les kinois.

Dimanche 10 août.

Kinshasa: 3 mois de prison contre 4 femmes vendeuses des drogues à Makala. Le tribunal de paix d'Assossa a condamné, vendredi 8 août, quatre femmes à trois mois de prison ferme. Elles sont accusées de détention de drogues qu'elles ont tentées de vendre aux pensionnaires de la prison centrale de Makala, à Kinshasa. Ces femmes, venues pour visiter les détenus, en ont profité pour faire leur trafic «illégal».

Chantal Pascaline, missionnaire congolaise décédée de la fièvre Ebola à Moronvia. Missionnaire de la Congrégation de l'Immaculée Conception, la Congolaise Chantal Pascaline est décédée, samedi 9 août, des suites de la fièvre hémorragique Ebola, à l'hôpital Saint-Joseph de Monrovia (Liberia).

Katanga: trois creuseurs clandestins arrêtés, après l'attaque d'un site minier à Kawama. Trois creuseurs clandestins ont été arrêtés et transférés, samedi 9 août, aux instances judiciaires de Kipushi, à 30 km de Lubumbashi (Katanga). Ils sont accusés d'avoir tenté de faire incursion dans la carrière minière de Kawama sur la route Lubumbashi-Likasi (Katanga). Ces assaillants armés ont tenté en vain de faire incursion dans le site minier de Kawama. Après la résistance des gardes de cette carrière, ils ont détalé en laissant tomber une grenade qui n'a pas fait de victimes.

Nord-Kivu: les autorités appelées à interdire la vente des alevins à Lubero. La société civile du territoire de Lubero appelle les autorités du Nord-Kivu à interdire la vente des alevins et sanctionner les auteurs impliqués dans la pêche illicite sur le lac Edouard. Le président de cette structure a lancé son appel, samedi 9 août, après avoir constaté la montée du commerce de ces fretins sur les marchés des localités de Lubero notamment à Kamandi, Vuhoyo, Mighobwe, Kayna et Kaseghe. Joseph Malikidogo, a dénoncé la pratique de la pêche illicite qui, selon lui, diminue sensiblement les poissons Tilapia dans le lac Edouard. Pour sauvegarder les écosystèmes, il a ainsi plaidé pour la mise en application de la réglementation de la pêche dans ce lac : « Nous ne sommes pas les seuls à bénéficier de cette ressources, donc nous sommes obligés à les protéger pour notre génération et des générations futures. La pêche illicite et la vente des alevins sont à la base de plusieurs déviations qui menacent les violations des droits de l'homme sur côte du Lac Edouard». Joseph Malikidogo a par ailleurs indiqué

qu'il y a des cas d'assassinats, des blessés par balles, des taxes illégales et des arrestations arbitraires qui troublent la quiétude des communautés dans la côte du lac Edouard. (Radio Okapi)

Malumalu: «La Ceni n'a pas de souffleur et ne peut recevoir une quelconque pression». Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), abbé Apollinaire Malumalu, a indiqué que seule son institution conduit le train des élections en RDC et elle ne cédera à aucune menace, ni intimidation pour changer le calendrier des élections locales de 2015.

RDC: l'UDPS dément l'évacuation de Tshisekedi vers l'Afrique du Sud. Le porte-parole adjoint de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Augustin Kabuta, a démenti une éventuelle évacuation d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba vers l'Afrique du Sud pour des soins de santé. Il a ainsi réagi par rapport à une bande passante sur la chaîne de télévision nationale (RTNC).

Kasaï-Oriental: clôture de la colonie des vacances à Ngandajika. La colonie des vacances, animée par des moniteurs espagnols à l'intention de 600 élèves de Ngandajika à près de 100 km de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), a pris fin samedi 9 août. Durant une semaine, les vacanciers espagnols ont tenu des ateliers sur des thématiques liées notamment à l'hygiène et à l'importance de l'éducation. Ceux de la RDC ont, pour leur part, bénéficié du matériel de sport provenant de l'Espagne. La colonie des vacances de Ngandajika a été organisée au bénéfice de 600 élèves, dont l'âge varie entre 6 et 12 ans. Les moniteurs sont des filles et garçons de 19 à 30 ans de nationalité espagnole. Outre le matériel de sport, les vacanciers congolais avaient aussi eu droit à trois repas par jour. Le coût total de ce projet est de 12 000 dollars américains. Il a pour but de consolider les relations d'amitié entre les jeunes de Ngandajika et ceux de l'Espagne, a précisé Mme Uselda Viralte Navarro, membre de la délégation espagnole. (Radio Okapi)

Katanga: Kyungu wa Kumwanza appelle les bantous et pygmées à la cohabitation pacifique. Le président de l'assemblée provinciale du Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, a appelé samedi 9 août les communautés bantoues et pygmées vivant dans le Nord de cette province à la cohabitation pacifique. Il a déploré les actes de violences inter ethniques enregistrés dans cette partie du Katanga, invitant le gouvernement de la République à diligenter une enquête afin de punir tous ceux qui encouragent ce conflit interethnique.

Nord-Kivu: offensive des Fardc sur les Mai-Mai NDC à Walikale. Depuis ce dimanche 10 août matin, les Forces armées de la République démocratique du Congo pilonnent les positions tenues encore par les combattants Nduma defense of Congo (NDC) dans la localité de Kambombo, située vers la rive gauche de la rivière Osso dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu. La police nationale congolaise à Walikale confirme que les habitants de ces deux localités «sont présentement tous en fuite». La localité d'Angowa sur l'axe Walikale-Kisangani est actuellement sous contrôle des Fardc. Depuis samedi soir, l'armée a repris cette localité, qui était occupée par les NDC, selon des sources locales. Les Fardc ont récupéré cette localité dans la cadre d'une offensive lancée vendredi 8 août dans la région d'Angowa et Kambombo.

Lundi 11 août.

RDC: l'UNC exige la libération immédiate de Jean-Bertrand Ewanga. L'Union pour la nation congolaise (UNC) exige la libération immédiate de son secrétaire général, le député national Jean-Bertrand Ewanga, assigné à résidence dans un hôtel de Kinshasa au terme d'un arrêt de la Cour suprême de justice. Au cours d'une conférence de presse dimanche 10 août, le secrétaire interfédéral de l'UNC a rejeté les accusations d'offense au chef de l'Etat et d'incitation à la haine raciale portée contre M. Ewanga par le Parquet général de la République.

Une douzaine de dépendants de la LRA se rendent aux Fardc. Une douzaine de dépendants des rebelles ougandais de la LRA sont arrivés vendredi 8 août dans le territoire d'Ango, à plus de 500 km au nord de Kisangani. L'administrateur de cette entité affirme qu'il s'agit de 5 femmes et 7 enfants, dépendants de ces rebelles, qui ont choisi de sortir de la forêt. D'autres témoins évoquent une 13e personne. Selon eux, il s'agit plutôt d'otages que la LRA aurait relâchés.

Révision de la constitution : le député Lokondo lance un appel au calme. Face à l'ampleur des réactions autour de la révision constitutionnelle en RDC, le député national de la Majorité présidentielle, Henri-Thomas Lokondo, appelle les acteurs politiques congolais à se calmer. Pour lui, le débat autour de l'article 220 de la constitution de la RDC pollue l'atmosphère politique et met les acteurs politiques à Kinshasa dans une ambiance électorale précoce, alors que les législatives et la présidentielle n'auront pas lieu avant 2016.

Katanga : l'hôpital général de Mulongo manque d'intrants pour la prise en charge du Sida. L'hôpital général de référence de Mulongo dans le territoire de Malemba Nkulu (Katanga) manque d'intrants pour prendre en charge les malades du Sida, a déploré dimanche 10 août, le médecin directeur de cette institution hospitalière, Dr Ilunga Muleka. Il a indiqué que sept à huit cas de VIH/Sida y sont enregistrés chaque mois.

Nord-Kivu: les Fardc délogent les Mai-Mai Cheka de Kabombo. Les Forces armées de la RDC ont délogé, dimanche 10 août, les miliciens Mai-Mai Cheka de la localité de Kabombo, après une offensive lancée trois jours plus tôt contre ces miliciens dans cette contrée située dans le groupement Utunda, environ 100 km au Nord-Est du chef-lieu du territoire de Walikale (Nord-Kivu).

Kinshasa : voyage à travers Kimbanseke, la commune la plus peuplée de la capitale. La commune de Kimbanseke, la plus vaste et la plus peuplée de la capitale congolaise, est considérée comme le grenier de Kinshasa, avec ses terres maraichères. Malgré ses plus ou moins deux millions d'habitants et ses 237,78 km², cette commune ne compte aucune structure médicale de référence. Les infrastructures sociales de base, telles que les routes, l'eau et l'électricité, font grandement défaut.

RDC: le président de la Ceni auditionné au parquet général de la République. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Abbé Apollinaire Malumalu a été auditionné au parquet général de la République ce lundi 11 août dans la matinée à Kinshasa. Il a ensuite été relâché après cette audition dans le cadre d'une procédure pré-juridictionnelle à la suite d'une plainte de l'opposition, ont indiqué en début d'après-midi des sources proches du parquet, sans préciser les faits qui lui sont reprochés. Mais, le conseiller en communication de l'abbé Malumalu a fait savoir que ce dernier répondait à «une invitation qui lui a été adressée en bonne et due forme par le parquet général de la République.».

Equateur: 400 nouveaux réfugiés centrafricains enregistrés à Zongo. Environ quatre nouveaux réfugiés centrafricains sont répertoriés, depuis une semaine, dans la ville de Zongo, à 200 km au Nord-Est de Mbandaka (Equateur). Le maire de Zongo, Michel Siazoye Yeke Yeke, a attribué, lundi 11 août, cette situation aux affrontements survenus depuis la semaine dernière entre la mission française dénommée Sangaris et les ex-rebelles Seleka.

Isangi: début de la campagne de vaccination de petits bétails et volailles. La campagne de vaccination de petits bétails et volailles a débuté, dimanche 10 août, à Yangambi dans la zone du projet Redd Isangi, à 125 km à l'Ouest de Kisangani (Province Orientale). Ce projet, mené par l'Institut des facultés agronomiques (IFA) Yangambi vise plus de 10 000 têtes de chèvres, porcs et volailles, identifiés dans 4 secteurs et chefferies du territoire d'Isangi.

Le Bas-Congo réalise 51% de réussites à l'Exetat. Le Bas-Congo a enregistré 51% de réussites à l'Examen d'état (Exetat) édition 2014 contre 42% à la session précédente, a indiqué dimanche 10 août à Matadi le ministre provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Eli Ngoma Binda, au cours d'un point de presse. Malgré cette augmentation, selon lui, ces résultats ne répondent pas aux attentes de la province.

Parmi les causes de ce faible taux de réussite, il y a «cette déconsidération de la fonction enseignante. La rémunération qu'on donne à nos enseignants n'est pas de nature à inciter à un grand effort», a expliqué le professeur Ngoma Binda. Il a également déploré le fait que «la formation des enseignants congolais a gravement reculé.» Les mauvaises conditions d'études, le manque de matériel didactique et la pauvreté des parents, selon la même source, contribuent à la dépréciation de la qualité de l'enseignement. (Radio Okapi)

Mardi 12 août.

RDC: environ 1% des membres de l'ex-rébellion du M23 amnistiés. L'ex-Mouvement rebelle du 23 mars (M23) dénonce les «injustices» dans l'application de la loi d'amnistie en RDC. Seul près d'1% de ses membres ont jusque là bénéficié de cette disposition. Dans un communiqué publié lundi 11 août depuis Kampala, l'ex-M23 accuse Kinshasa d'avoir «délibérément» empêché un «nombre important» de ses membres réfugiés au Rwanda et en Afrique du Sud de remplir l'acte d'engagement alors que le délai imparti aux bénéficiaires a expiré ce lundi. Le gouvernement congolais assure pour sa part que le processus de traitement d'actes d'engagement déjà signés va se poursuivre même au-delà de cette date.

Katanga : le chef de groupement Mukimbo appelle les enseignants à regagner leur village. A l'approche de la rentrée scolaire au mois de septembre prochain, le chef de groupement de Mukimbo, Chadrac Monga, invite les enseignants de l'école primaire Lumbule à reprendre le service en

retournant dans leur village dans le territoire de Nyunzu, à 186 km à l'Ouest de Kalemie (Katanga). Il a indiqué lundi 11 août que ces enseignants avaient fui les conflits communautaires dans cette zone et l'activisme des miliciens dans les territoires voisins.

Procès des Congolais en Afrique du Sud : le premier témoin identifie 2 accusés. Lors de sa comparution-lundi 11 août à la cour suprême de Pretoria-dans le procès des Congolais arrêtés en Afrique du Sud, le premier témoin, James Jansen, a identifié deux accusés : Andre Kilele et Lola Masikini. Ces Congolais sont poursuivis pour tentative de coup d'Etat contre le régime de Kinshasa en février 2013. James Jansen, le premier témoin, un infiltré des enquêteurs sud-africains a comparu. Il s'est fait passer pour un ancien membre d'une unité spéciale de l'armée sud-africaine. Il a identifié deux des accusés, Andre Kilele et Lola Masikini, qu'il dit avoir rencontré à plusieurs reprises. Les deux hommes faisaient partie de la formation politique dénommée « Union nationale pour le renouveau du Congo ». Selon le témoin, les deux hommes auraient sollicité un équipement militaire important ainsi qu'une formation pour environ 7000 hommes restés au pays, en échange des concessions minières en RDC après la prise du pouvoir. James Jansen a également montré au juge une dizaine de photos où l'on pouvait identifier l'un des accusés, Etienne Kabila. Ce dernier était en présence des groupes armés, dans un endroit qui serait le Nord-Kivu. Aux côtés d'Etienne Kabila, on pouvait voir le général Yakutumba, chef de la branche armée du parti politique de l'Union nationale pour le renouveau du Congo, toujours en fuite. James Jansen poursuivra son témoignage mardi 13 août. (Radio Okapi)

Ituri: des présumés FRPI ont abattu un chef local à Medu. Les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) sont accusés d'avoir assassiné, samedi 9 août, le chef coutumier de la localité de Medu, en territoire d'Irumu (Province Orientale). Ces hommes du chef milicien Cobra Matata auraient également commis des viols, des actes de tortures et de pillages des biens dans cette contrée de la Province Orientale.

Nord-Kivu: des présumés rebelles FDLR ont tué quatre personnes à Mungomba. Des présumés éléments des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont abattu, samedi 9 août, quatre personnes et blessé une autre dans la forêt de Mungomba, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Selon des sources concordantes, les victimes ont été attaquées pendant qu'elles travaillaient dans leurs champs. Les auteurs de cet acte sont identifiés comme des FDLR, actuellement très actifs dans cette partie du Nord-Kivu.

Kisangani: le général Kifwa interdit toute manifestation contre la relocalisation des FDLR. Le commandant de la 9^e région militaire, général Jean-Claude Kifwa, a interdit toute manifestation contre la relocalisation temporaire des ex-rebelles FDLR, à Kisangani (Province Orientale). Il a annoncé cette décision, lundi 11 août, à l'issue d'un échange avec les acteurs de la société civile du chef-lieu de la Province Orientale.

Les jeunes représentent une chance pour le développement de la RDC, selon Martin Kobler. « Près de 70% des Congolais ont moins de 25 ans. Ils représentent une chance sans précédent pour le développement de la République démocratique du Congo », a affirmé mardi 12 août dans un communiqué, le chef de la Monusco, Martin Kobler.

Sud-Kivu: quatre Raïa Mutomboki tués dans un accrochage avec les Fardc à Bunyakiri. Quatre miliciens Raïa Mutomboki sont morts et plusieurs autres blessés au cours des affrontements survenus, lundi 11 août, dans les localités de Bulambika, Kambegeti et Kambale, dans le groupement de Bunyakiri, en territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Ces accrochages ont débuté lorsque ces miliciens se sont rendus au camp militaire pour libérer trois de leurs compagnons arrêtés, le week-end dernier, parce qu'ils imposaient des taxes arbitraires et collectaient des vivres auprès des vendeurs.

Ituri: des détenus candidats à l'amnistie réclament leur libération à Bunia. Environ 76 détenus, candidats à l'amnistie, ont manifesté, mardi 12 août, pour réclamer leur libération à la prison centrale de Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale). Ils disent être oubliés par le gouvernement qui, depuis quelques mois, met en application l'ordonnance du chef de l'Etat sur l'amnistie. Lambert Mende a indiqué, lundi dernier, que le gouvernement amnistie ceux qui méritent d'être libérés.

Katanga: les habitants de Kabimba traumatisés par des attaques attribuées aux Mai-Mai Yakutumba. Des coups de feu ont de nouveau été entendus lundi 11 août sur les îles Bilila situées à une dizaine de Km de la cité industrielle de Kabimba au nord du Katanga. Des sources locales attribuent ces attaques aux hommes de Yakutumba, qui ravissent régulièrement aux pêcheurs leurs filets de pêche et même des hors-bord ou rançonnent les villageois. Le délégué principal des travailleurs de la société Interlacs, Milenge Lwango, témoigne qu'à Kabimba, les habitants sont sous

la peur. Ces assaillants «saisissent tout» sur leur passage: hors-bord, volailles, chèvres, argent et autres biens de valeur. A chaque fois que l'armée congolaise se met à leur poursuite, poursuit la même source, ils fuient plus loin sur le lac. Certaines sources attribuent ces différentes attaques aux Mai-Mai Yakutumba, actifs dans la région. (Radio Okapi)

Kabinda: 2 morts et 200 sans abris après une série d'incendies des maisons. Près de quatre-vingt-dix maisons ont été incendiées en six jours dans trois localités environnantes de Kabinda- Centre, à 153 Km à l'est de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Le drame a fait deux morts et plus de 220 sans abris, selon un rapport envoyé lundi 11 août aux autorités politico administratives de Kabinda par le chef de service en charge des droits humains. Selon cette structure citoyenne, ces jeunes se livrent à des actes de vandalisme à la suite d'un conflit entre deux chefs coutumiers qui se disputent le pouvoir dans le groupement de Nomba.

L'idée de réviser la constitution n'a jamais été débattue dans la majorité, selon le MSR. Le Mouvement social pour le renouveau (MSR), deuxième force politique de la Majorité présidentielle (MP), s'est prononcé mardi 12 août dans le débat actuel sur la révision de la constitution. Selon ce parti, l'idée de réviser les «dispositions intangibles de la constitution» n'a jamais été débattue au sein de cette plate-forme politique. Les positions publiques de certains partis et personnalités de la Majorité sur cette question restent personnelles et n'engagent pas la plate-forme, précise-t-on au MSR où l'on demande «un débat interne franc et responsable ».

Mercredi 13 août.

RDC : les FDLR refusent de rejoindre le camp de transit de Kisangani. La Mission de l'Onu en RDC (Monusco) se dit déçue que les rebelles rwandais des FDLR refusent de rejoindre le camp de transit de Kisangani (Province Orientale). Le chef de bureau de la Monusco au Nord-Kivu, Ray Virgilio Torres, estime que ce refus est une violation manifeste de la volonté exprimée par ces combattants à mettre fin à la lutte armée. Le gouvernement congolais a choisi le site de Kisangani pour les accueillir dans le cadre du processus de leur désarmement.

RDC : des agents de la SCPT éligibles à la retraite toujours pas payés. Des agents de la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT) éligibles à la retraite depuis 20 ans n'ont toujours pas obtenu leurs décomptes finaux. Le président du collectif de ce personnel, Alidor Lebon Kabala a déploré cette irrégularité, mardi 12 août à Radio Okapi. Il a indiqué qu'en attendant le règlement de leurs indemnités de sortie, ces agents ne perçoivent que le dixième de leur salaire, qui est payé de façon irrégulière.

RDC: l'ex-chef milicien Yves Kawa condamné à 9 ans de prison. La cour militaire de la Province Orientale a condamné mercredi 13 août à Kisangani l'ancien chef milicien de l'Ituri, Yves Kawa Mandro, à 9 ans de servitude pénale principale. Il a été reconnu coupable notamment de coups et blessures volontaires, assassinat, participation à un mouvement insurrectionnel, détention d'armes de guerre, crime contre l'humanité et crime de guerre. Pour les mêmes faits, Yves Kawa avait été condamné au premier degré, en 2006, à 20 ans de prison par le tribunal militaire garnison de l'Ituri. C'est après environ 4 heures d'audience dans la salle de l'auditorat militaire de Kisangani que le prononcé a été rendu par la cour militaire de garnison de la Province Orientale. Celui-ci a été précédé par la lecture de la motivation de cette décision contenu dans un document d'environ 80 pages, lu par le premier président de cette juridiction. Les juges ont en effet condamné l'accusé à 9 ans de servitude pénale principale; l'unique peine la plus forte. En outre, le condamné doit également verser 85 000 dollars américains, au titre des dommages et intérêts aux familles des victimes. Le concerné a été déclaré non coupable et acquitté pour certains meurtres. La cour a cependant confirmé le verdict rendu par le premier juge, qui l'a déclaré coupable du mouvement insurrectionnel, de détention d'armes de guerre, crime contre l'humanité et crime de guerre. En guise de correction de l'œuvre du premier juge, la cour a retenu en faveur du condamné les bénéfices de circonstances atténuantes au regard de son jeune âge et de sa responsabilité familiale. Né en 1973, le chef coutumier est marié à plusieurs femmes et père de nombreux enfants. L'interdiction au condamné d'exercer le droit politique, prononcé par le premier juge, a été également levée. Après une première condamnation au premier degré pour crime de guerre, crime contre l'humanité, détention illégale d'armes de guerre et participation à un mouvement insurrectionnel en 2006 par le tribunal militaire garnison de l'Ituri, Yves Kawa avait été acquitté en 2007 par la cour militaire de Kisangani siégeant en chambre foraine à Bunia, puis en 2008 par la cour d'appel de Kisangani. Malgré ce verdict, le chef du Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC), est resté trois ans dans une base militaire de la Monusco, alors Monuc, à Bunia, sur demande des autorités judiciaires congolaises, avant d'être transféré à Kinshasa, sur demande de l'auditeur général près la Haute cour militaire à Kinshasa. Ce dernier a délivré en mars 2008 un autre mandat d'arrêt contre le chef milicien notamment pour crimes de guerre, crimes contre

l'humanité ainsi que pour coups et blessures aggravées. Après cinq années passées dans la prison de Makala à Kinshasa, le prévenu est revenu à Kisangani où il a été de nouveau condamné mercredi à 9 ans de prison. Mais Yves Kawa Mandro a déjà passé 9 ans et 4 mois en prison depuis son arrestation et sa condamnation au premier degré, selon le greffier de la cour militaire de la Province Orientale. Au fait il a déjà purgé sa peine et devrait être libéré. Toutefois, il se posera un problème des dommages et intérêts à payer aux victimes, selon la même source. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : 6 personnes tuées à Mutarule. Six personnes d'une même famille ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi 13 août à Mutarule 1er, à environ 10 kilomètres au Nord de Sange dans le Sud-Kivu. Selon des sources locales, ces personnes ont été abattues par des hommes armés dont l'identité n'est pas encore connue.

Nord-Kivu : les jeunes se disent meurtris par les conflits armés à répétition. A l'occasion de la journée internationale de la jeunesse célébrée mardi 12 août, les jeunes du Conseil provincial de la jeunesse du Nord-Kivu se disent meurtris par les différents conflits armés vécus dans cette province. Selon Guy Kibira, président de cette association, les guerres et autres conflits ont sérieusement affecté la santé mentale des jeunes. Il plaide pour la mise en place de programmes d'encadrement de cette jeunesse.

Province Orientale : 4 morts dans une attaque de la LRA à Bili. Des hommes armés identifiés aux combattants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ont attaqué, mercredi 13 août, des villages situés à proximité de Bili, un poste d'Etat situé à plus de 500 km au Nord de Kisangani (Province Orientale). Des sources sur place parlent de quatre personnes tuées dont trois civils et un milicien. Deux autres personnes ont également été blessées.

Redéploiement de la Monusco: 154 postes nationaux supprimés. La Monusco a confirmé mercredi 13 août la suppression de 154 postes nationaux, dans le cadre du processus du redéploiement de son personnel dans l'Est de la RDC. Les agents concernés par cette mesure, et qui font des sit-in depuis une semaine pour manifester leur ras-le-bol et réclamer le départ du chef de l'administration de la Monusco, seront payés conformément aux règles des Nations unies. C'est ce qu'a expliqué Charles Bambara, porte-parole civil de la Monusco, au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies ce mercredi à Kinshasa. Selon lui, la fin de contrats des fonctionnaires concernés est fondée sur la suppression des postes, opérée conformément au règlement et à la règle sur la gestion du personnel onusien. Tous les membres du personnel concernés, a-t-il poursuivi, recevront un courrier individuel notifiant la suppression de leur poste dans les prochains jours. Charles Bambara a assuré que tous les droits dus aux agents frappés par cette mesure seraient garantis: «Chaque membre du personnel affecté par la mesure recevra l'équivalent d'un mois de salaire au titre du mois de préavis, une indemnité de licenciement fixée sur la base de leur entrée en fonction, du grade et de l'échelon, ainsi qu'un solde de tout compte comprenant tous les droits à régulariser.» (Radio Okapi)

Bandundu : 10 médecins initiés à l'orthopédie par des spécialistes italiens. Des orthopédistes italiens de la fondation Femor ont initié 10 médecins congolais à la prise en charge des malformations aux pieds à Idiofa, dans le Bandundu. Selon le médecin directeur de l'hôpital général de référence de cette cité, Armand Mukulu, en trois jours de formation, ces médecins ont appris à corriger les malformations aux pieds des bébés à leur naissance. Dix personnes ont pu bénéficier de ces interventions chirurgicales, et 30 autres sont sur la liste d'attente.

Jeudi 14 août.

RDC: des amnistiés encore détenus à Kinshasa. Environ deux cents personnes amnistiées sont encore incarcérées à la prison centrale de Makala et celle de Ndolo à Kinshasa, affirment certains avocats des amnistiés. «L'exécution de cette loi n'a atteint que la moyenne», a déclaré mercredi 13 août Me Peter Ngomo. Il s'est exprimé au lendemain de l'expiration du délai imparti aux candidats pour remplir l'acte d'engagement à ne plus recourir aux armes pour faire des revendications politiques. Il a menacé de saisir la justice si les prisonniers ayant déjà signé ce document étaient maintenus en détention.

Le Beach Ngobila et l'aéroport de Ndjili équipés de kits de détection de la fièvre Ebola. Le gouvernement vient d'équiper le Beach Ngobila et l'aéroport international de Ndjili, à Kinshasa, de kits de détection de la fièvre hémorragique Ebola. Ce dispositif vise à prévenir l'entrée dans la capitale congolaise de cette infection dont l'épidémie fait actuellement rage en Afrique de l'ouest. Tous les voyageurs en provenance de l'étranger devront désormais subir un contrôle sanitaire minutieux opéré par le service d'hygiène.

Kinshasa : une maternité depuis plusieurs jours sous une épaisse fumée à Delvaux. Une épaisse fumée a envahi, depuis plusieurs jours, les bâtiments situés à l'entrée de Binza pigeon, dont la maternité de Delvaux, dans la commune Ngaliema. Selon des témoins, des inconnus ont mis le feu à une décharge située dans un ravin derrière une concession de l'église kimbanguiste. L'air est devenu irrespirable dans ce coin proche de la route de Matadi. La population environnante appelle les autorités à intervenir.

RDC: le programme de désarmement des FDLR n'est pas négociable, affirme Lambert Mende. Les ex-rebelles FDLR sont invités à respecter le programme de leur désarmement volontaire qui prévoit leur relocalisation temporaire à Kisangani (Province Orientale) et à Irebu (Equateur). Ces ex-combattants rwandais refusent depuis quelques semaines de rejoindre le site d'accueil de transit de Kisangani. Face à l'inquiétude que suscite cette problématique au Nord et Sud-Kivu où ces rebelles sont cantonnés, le porte-parole du gouvernement a appelé jeudi la population au calme. «Si, on ne les tue pas là où ils sont à Walungu ou Kanyabayonga, je ne vois pas pourquoi on les tuerait à Kisangani. Le programme n'est pas négociable, les FDLR sont destinés à rentrer au Rwanda. Nous avons accordé une période de six mois, ils rentreront. Que les habitants du Nord et Sud-Kivu se calment», a-t-il dit à Radio Okapi. Le porte-parole du gouvernement a également appelé les FDLR, resté dans la brousse, à profiter de ce processus de désarmement volontaire. Un processus qui bénéficie de l'appui de la Monusco. Mais la Mission onusienne n'exclut pas l'éventualité d'un recours à la force militaire pour les membres des groupes armés réfractaires au désarmement. Pour sa part, le président de la société civile du Nord-Kivu, Thomas d'Aquin Mwitwi, a invité les FDLR à revenir à la raison avant que le pire n'arrive. La CIRGL et la SADC se réunissent ce jeudi à Luanda (Angola) pour discuter à nouveau de la question des FDLR. Début juillet dernier, ces organisations sous-régionales avaient accordé un délai de six mois à ces rebelles rwandais pour se rendre. (Radio Okapi)

Ituri : les élus saluent l'appui du PNUD dans la récupération des armes en circulation illégale. Les députés nationaux élus de l'Ituri (Province Orientale) saluent l'apport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans l'opération «Arme de développement», menée dans leur contrée. Cette opération du gouvernement a permis de récupérer, en six mois, plus de 11 000 armes légères et de petit calibre dans ce district de la Province Orientale. Ces armes sont remises contre des motos, vélos, moulins, pagnes, tôles et autres biens.

Goma: le journaliste Magloire Paluku échappe à une tentative d'assassinat. L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), section du Nord-Kivu, appelle les autorités provinciales à sécuriser le journaliste Magloire Paluku Kavungha. Ce syndicat de la presse congolaise a lancé cet appel au lendemain d'une tentative d'assassinat sur le directeur de Radio Kivu 1, émettant depuis Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

Katanga: des militaires accusés d'avoir abattu 5 personnes à la carrière de Kawama. Quatre ONG des droits de l'homme accusent des militaires d'avoir abattu cinq personnes dans le site minier de Kawama, à une vingtaine de kilomètres de Lubumbashi (Katanga). Ces structures, membres de la plate-forme «Bonne gouvernance», ont exprimé leur indignation au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 13 août à Lubumbashi.

RDC: la Cour suprême va siéger sur l'affaire Chebeya le 29 août. Une nouvelle audience du procès sur l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana est fixée au 29 août à la Cour suprême de justice. Il s'agit d'une audience en appel des arrêts avant dire droit rendus précédemment sur cette même affaire par la Haute cour militaire. A cette occasion, l'ONG des droits de l'homme La Voix des sans voix (VSV), que dirigeait feu Chebeya, réclame de nouveau l'arrestation immédiate du général John Numbi, chef de la police congolaise au moment des faits, et «ses deux collaborateurs qui avaient exécuté ce double assassinat» en juin 2010.

Kinshasa: nouveaux braquages à Bandalungwa. Les habitants de la commune de Bandalungwa à Kinshasa se disent toujours en proie à l'insécurité. Mercredi 13 août, une boutique et un bistrot de la place ont été attaqués par des hommes en armes entre 22h00 et 22h30. Comme lors de précédents cas, les malfrats ont opéré et se sont retirés, emportant argent, téléphones et bijoux de leurs victimes sans la moindre inquiétude.

Sud-Kivu: la police nationale appelée à enquêter sur le massacre de Mutarule. Le coordinateur de la nouvelle société civile de Sange, Gilbert Kwangaba, a appelé jeudi 14 août la police nationale congolaise à diligenter une enquête sur le massacre de six personnes d'une même famille, à Mutarule (Sud-Kivu). Ces personnes ont été abattues, dans la nuit de mardi 12 août, par des hommes armés dont l'identité n'est pas encore connue.

Vendredi 15 août.

RDC: des familles des militaires en détresse à l'aéroport de Goma. Plus de vingt familles des militaires sont bloquées depuis au moins trois mois à l'aéroport de Goma au Nord-Kivu. Femmes et enfants, assis sur leurs baluchons, passent la nuit à la belle étoile. Ils espèrent chaque jour avoir la chance d'être embarqués dans l'avion militaire, communément appelé «Tolérance zéro» pour rejoindre leurs époux dans leurs lieux d'affectation. Jeudi 14 août, certaines épouses des militaires ont lancé un SOS en direction des autorités.

Kinshasa : un atelier pour la prise en compte des besoins des femmes par le Parlement. L'Institut républicain international (IRI), en collaboration avec le National democratic institute (NDI), organise à Kinshasa un atelier de restitution des travaux des femmes parlementaires. Ouvert jeudi 14 août, cet atelier est destiné aux femmes de la société civile et des réseaux des femmes politiques. L'objectif est, non seulement, de faire inscrire les lois qui prennent en compte les réels besoins des femmes au calendrier des sessions parlementaires, mais aussi de pousser les parlementaires hommes à adopter de telles lois.

La nouvelle société civile exige le remplacement des Farc dans la plaine de la Ruzizi. La coordination de la Nouvelle société civile du Sud-Kivu exige le remplacement des troupes des Forces armées de la RDC déployées dans la plaine de Ruzizi. Dans une déclaration faite jeudi 14 août, le secrétaire exécutif de cette structure affirme que ces militaires ont été incapables d'empêcher les tueries à répétition survenues dans cette région, notamment à Mutarule, où six personnes ont encore été tuées dans la nuit de mardi à mercredi derniers par des hommes armés.

Nord-Kivu: 160 ex-otages des ADF livrés à eux-mêmes à Beni. Environ 160 ex-otages des rebelles ADF vivent, depuis quelques jours, dans une situation humanitaire déplorable dans le territoire de Beni, à environ 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). La société civile de Beni indique que ces personnes ne bénéficient, depuis leur retour de captivité, d'aucune assistance des autorités, ni des organisations humanitaires. L'administrateur du territoire de Beni, Amisi Kalonda dit n'avoir aucun moyen pour les assister.

Sud-Kivu : quatre commerçants congolais détenus depuis deux jours au Burundi. Quatre commerçants congolais de petit bétail sont détenus dans un cachot de la police antifraude burundaise (PAF) depuis deux jours. Ce service a aussi saisi 130 chèvres, dont 16 ont déjà péri suite à la fatigue dans le lieu de leur séquestration au Burundi, ainsi que 12 vaches. Ce service exige à ces commerçants le paiement de cinq millions de francs burundais (3 257 dollars américains) comme taxe forfaitaire pour le trafic de bêtes entre les deux pays.

10 ans de massacre de Gatumba : HRW réclame justice. Human Right watch (HRW) exige que justice soit faite pour toutes les victimes du massacre de Gatumba. Dans un entretien accordé vendredi 15 août à Radio Okapi, la chercheuse de cette ONG américaine, Ida Sawyer, pense qu'il faut « donner un signe à tout le monde que ce type de crime n'est pas acceptable et ne restera pas impuni ». Dans la nuit de mercredi à jeudi 14 août 2004, plus de 150 personnes de la communauté Banyamulenge avaient été massacrés dans un site du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Gatumba, au Burundi, non loin de la frontière avec la RDC. Les rebelles du Front national pour la libération (FNL) avaient revendiqué l'attaque. 10 ans après ce massacre, les survivants et les familles des victimes continuent à réclamer justice. Ils condamnent notamment l'indifférence de la communauté internationale face à ce qu'ils qualifient de génocide. Human Right Watch réclame que les responsables du FNL dont les principaux sont connus et localisés soient « purement et simplement traduits en justice». Elle estime que c'est important de « donner un message aux autres personnes qui tenteraient de faire la même chose dans l'avenir ». Ida Sawyer invite aussi les autorités burundaises à «marquer cet anniversaire en montrant leur engagement pour mettre fin à l'impunité et donner la justice aux victimes et aux familles des victimes ». Une cérémonie de commémoration a été organisée mercredi 13 août à Bujumbura. Le gouverneur et le président de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu ainsi que leurs vices y avaient pris part. Ils regrettent le silence qui entoure ce drame depuis une décennie et se sont engagés à faire pression sur la RDC, le Burundi et l'ONU pour l'organisation d'une enquête indépendante. (Radio Okapi)

Kinshasa : une ONG dénonce la multiplicité de taxes au marché central. Il y a recouvrement de multiplicité de taxes au marché central de Kinshasa mais qui ne contribuent pas assez, ni à la caisse de l'Etat encore moins à l'amélioration de l'image de ce marché, déplore l'Observatoire de la dépense publique (Odep), dans son rapport publié vendredi 15 août dans la capitale congolaise.

Tshikapa: plus de 200 enfants portés disparus en 5 ans. Plus de deux cents enfants sont portés disparus, en cinq ans, dans la ville de Tshikapa, à 265 km de Kananga (Kasaï-Occidental). Ces chiffres ont été livrés, vendredi 15 août, par le Bureau international catholique pour l'enfance (Bice) au Kasaï-Occidental. Cette structure invite le maire de Tshikapa à redoubler de la vigilance, en organisant des contrôles permanents dans les parkings, ports et aéroports de la ville pour combattre ce phénomène. Pour le président de l'Association de défense des droits des enfants et femmes opprimées (Adefo), ce réseau de trafic d'enfants travaille avec les agents de différents services de l'Etat, d'où son appel aux chefs de ces services pour un meilleur contrôle sur terrain. Des ONG de défense des droits de l'enfant indiquent que ces enfants sont amenées en Angola ou à Kinshasa. La preuve est qu'un enfant de 10 ans, volé depuis une année, a été restitué jeudi 14 août à ses parents à Tshikapa, après avoir été retrouvé à Kinshasa par l'ONG «Source de vie». Les parents concernés par ce problème sont invités à apporter l'identité de leurs enfants afin d'orienter les recherches. De son côté, le maire-adjoint de Tshikapa, Félix Tshihunda, demande à la population de dénoncer tout cas suspect. (Radio Okapi)

RDC : 45 observateurs formés contre la tricherie et la corruption pendant les élections. Quarante-cinq observateurs de long terme, issus de neuf organisations de la Société civile, ont été sensibilisés aux standards internationaux pour les élections démocratiques en RDC. Cette formation est organisée depuis jeudi 14 août par la Ligue des Electeurs, en partenariat avec la synergie congolaise des élections, au centre Liloba de Lemba, à Kinshasa. Selon le secrétaire exécutif de la Ligue des Electeurs, elle veut outiller les observateurs électoraux des techniques de suivi et de contrôle du processus électoral, afin de combattre toute tricherie et corruption lors des élections.